



Les Facteurs de l'invasion de l'Afghanistan par l'union
soviétique

Mémoire de géopolitique

Du CC Reginald BAKER

Dans le cadre l'étude dirigée "Géopolitique de la Russie"

Directeur: Isabelle FACON
de la Fondation pour la Recherche
Stratégique

Avril 2001

Fiche Documentaire

1) Les Facteurs de la l'invasion de l'Afghanistan par l'union soviétique.

2) Capitaine du Corvette Reginald Baker, USN

3) 3 avril 2001

4) Division D, Groupe 4

5) version 2

6) Synthèse du sujet traité: L'usage de l'analyse marxiste-léniniste classique au sujet de l'Afghanistan a entraîné les Soviétiques à sous-estimer la vraie nature et la profondeur de la situation interne du pays et le rôle des forces externes dans le développement de la rébellion afghane. Ces erreurs de calcul, ainsi que d'autres, dérivent de cet usage de l'analyse classique de lutte des classes marxiste-léniniste, et amène les Soviétiques à conclure faussement que des forces « contre-révolutionnaire » à l'intérieur et à l'extérieur du pays tentaient de “voler” l'Afghanistan à la sphère d'influence soviétique et à le placer à l'intérieur d'une orbite occidentale

Les débats soviétiques sur l'usage de la force militaire en Afghanistan pour sécuriser de manière offensive un régime “allié” sur leur frontière sud étaient un développement naturel de leur vision politique des événements mondiaux et de la mentalité de leur leaders militaire du moment. Cependant, ce mouvement militaire était clairement offensif dans sa nature, en ce que les Soviétiques ont cherché à consolider leur frontière sud en établissant une barrière défensive en Afghanistan par des moyens militaires. Dans la mentalité soviétique, ce mouvement était une intervention géostratégique défensive contre des éléments radicaux réels en Afghanistan et des forces externes cachées qui menaçaient leur sphère d'influence.

7) Mot clés. Russie /Afghanistan / invasion / facteurs.

Les Facteurs de l'invasion de l'Afghanistan par l'union soviétique

Sommaire

Partie I:

La mauvaise évaluation par L'URSS

Le parti communiste Afghan et Les Relations avec L'URSS

Le débat soviétique interne sur une invasion de l'Afghanistan

Conclusion partial

Partie II:

Détente

L'interprétation US de la détente

L'interprétation russe de la détente

La "carte chinoise"

Intervention soviétique

Conclusion

Les Facteurs de l'invasion de l'Afghanistan par l'union soviétique

Introduction

Partie I: Une vue déformée

1.1 Une mauvaise évaluation	6
1.2 Le parti communiste afghan et les relations avec l'USSR	8
1.21 La création	8
1.22 La prise du pouvoir par les communistes	10
1.23 La rupture	11
1.3 Le débat interne sur l'invasion de l'Afghanistan	14
Conclusion partielle	18

Partie II: Une vue déformée

2.0 Détente	19
2.1 L'interprétation américaine de la détente	21
2.12 La droite américaine	23
2.13 L'interprétation russe de la détente	26
2.2 La carte chinoise	29
2.3 L'intervention soviétique	33
Conclusion	35

Introduction

Le 24 décembre 1979, la puissante armée soviétique a employé, pour la première fois depuis 1945, ses forces dans un combat hors de sa « sphère directe d'influence » traditionnelle européenne. L'invasion par l'URSS de son voisin du sud, l'Afghanistan, un pays affaibli politiquement et militairement à cette époque, n'a pas surpris ceux qui ont suivi les mouvements politiques et militaires qui menèrent à l'invasion. Les intentions soviétiques étaient claires et sans ambiguïtés dans les jours qui précédèrent l'offensive. Cependant, les ambitions géopolitiques et stratégiques motivant ce mouvement n'étaient pas clairement comprises ni par l'Ouest, ni par, nous le verrons, quelques-uns des leaders soviétiques.

Quelle était la perception des menaces internes et externes qui a amené l'URSS à envahir un Etat "allié" communiste après presque 50 années d'une très bonne coopération politique et économique ? Qu'est-ce qui a motivé l'URSS pour déclencher l'invasion de l'Afghanistan ? Comment sont parvenus les Soviétiques à une telle décision ? Quel étaient les facteurs qu'ils ont pris en compte pour développer leurs réflexions et leurs choix concernant l'Afghanistan ? Quels étaient les thèmes intellectuels et idéologiques utilisés pour évaluer ces facteurs ?

Nous analyserons la mentalité politique et militaire du gouvernement soviétique et le processus mis en œuvre pour évaluer leur situation dans le monde. Pour répondre à la question du « pourquoi l'invasion de l'Afghanistan », il nous faudra découvrir comment le régime communiste de M. Brejnev appréhendait les affaires mondiales. Immédiatement, on sera frappé par la simplicité avec laquelle les Soviétiques ont envisagé l'état politique et militaire du moment et comment cette évaluation a conduit leurs actions. L'intervention soviétique en Afghanistan a illustré comment, en dépit de la nouvelle complexité politique du monde et de la volonté de beaucoup des acteurs à l'Est comme à l'Ouest de maintenir le statu quo de la « Détente », les Soviétiques ont continuellement analysé la situation mondiale dans termes purement idéologiques. Cette évaluation erronée les a conduit à sous-estimer l'importance de la situation interne en Afghanistan, de leurs relations avec l'Occident et de sa réponse face à l'invasion et aux autres activités soviétiques dans le monde. Ces erreurs de calcul ont profondément changé le monde et les rapports de force. Elles ont mené à la chute de l'Empire soviétique et à la fin du communisme russe comme force majeure sur la scène internationale. Examinons les facteurs que les Soviétiques ont utilisés dans leur appréciation de la situation mondiale et leur état d'esprit politique et militaire.

PARTIE I :

Une vue déformée : les Factures de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique

1.1 Une mauvaise évaluation

Pour comprendre l'environnement politique en Afghanistan, on doit appréhender les particularités de la structure sociale, le rapport entre l'Etat et la société afghane et les normes culturelles qui y règnent. Les Soviétiques, durant les discussions préparatoires à l'invasion, n'ont pas compris le rôle du gouvernement central dans la vie quotidienne des Afghans et l'importance de l'Islam dans cette société. Cette appréciation inexacte de la situation de l'Afghanistan a amené les leaders soviétiques à une sous-évaluation du refus afghan d'un gouvernement communiste radical et à une estimation erronée des potentialités de ce pays pour mener une rébellion à caractère tribal¹. Ces erreurs de calcul, amplifiées par d'autres, conséquences de l'usage d'une analyse marxiste-léniniste classique, ont conduit les Soviétiques à conclure que les « forces contre-révolutionnaires », à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afghanistan, visaient à soustraire ce pays de la sphère d'influence russe pour l'amener dans le giron occidental². Comme le souligne Nikita Krouchtchev dans ses mémoires, « je me félicite d'avoir sauvé l'Afghanistan du piège américain ».

Il est souvent avancé que la société afghane est tribale, et que l'Etat n'a jamais été vraiment capable de contrôler les zones rurales ou la montagne. Cependant, il serait plus exact de décrire l'Afghanistan comme une société segmentée car les divisions ne sont pas toujours sur des lignes de fractures tribales.³ La société afghane est en grande partie divisée en trois unités majeures. Au niveau local, le qawn est l'unité sociale de base. Qawn est le terme qui désigne toute cellule de la société entretenant des liens de solidarité. Chaque Afghan, dans les régions rurales, appartient à un qawn.⁴ Il est un facteur de cohésion sociale puissant entre les individus. Souvent les liens sont forgés par les lignées familiales, mais un qawn peut être aussi constitué autour d'un rapport clanique, d'un groupe professionnel ou d'une appartenance géographique, un « village ». Un qawn se fonde sur la parenté et des rapports de protection et de clientélisme. Il protège ses membres des interventions ou ingérences de l'Etat

¹ HAUNER M, *The Soviet War in Afghanistan: Pattern of Russian Imperialism, 1973-1996*, MIT Press USA 1999 p. 108

² Britannica. *Com International relations: Dependence and disintegration in the global village, 1973-87* p. 1

³ ROY O, *The lessons of the Soviet/Afghan War*, Adelphi paper 259, pp. 3-77, The international Institute for Strategic Studies, p.6

⁴ loc. cit.

ou d'autres qawns.⁵ Par essence, c'est un réseau professionnel et personnel comparable à un syndicat corporatiste teinté d'un caractère familial et « mafieux » qui cherche à se renforcer et se protéger pour lui-même et le bien-être de ses membres. Les qawns peuvent coexister dans un village ou une région locale et la compétition pour la suprématie est fréquente.

Le qawn est la première interface politique organisée entre les Afghans et le gouvernement central. Ainsi, les chefs du qawn ont une influence énorme sur ses membres et par conséquent sur le niveau du soutien que le peuple peut accorder au pouvoir central. Cette forme féodale de gouvernement local est antérieure à la fondation de l'Afghanistan. La structure sociale et économique de la société afghane est réelle mais son impact sur les relations humaines est faible au regard des valeurs culturelles et peut même être source de conflits. Bien que le qawn soit une entité du politique et sociale, il n'a pas d'orientation marquée. En plus des liens sociaux et politiques représentés par le qawn déjà évoqués, la religion est l'autre grand élément unificateur des groupes. Elle est aussi le terreau dans lequel l'essence des normes et valeurs culturelles afghanes sont enracinées. En fait, la force de l'Islam dans la psychologie afghane est apparue comme une surprise pour les experts soviétiques. Ceux-ci envisageaient la religion comme un véhicule pour exprimer des aspirations socio-économiques auxquelles la politique n'apportait pas de solutions et non pas comme un élément fédérateur d'une résistance armée⁶.

Les Afghans peuvent appartenir à une tribu, mais on ne peut parler de tribalisme au sens strict seulement quand on fait référence aux régions du sud et de l'est occupées par les Pachtounes. Cependant, même ces tribus n'ont pas une structure tribale typique. Il n'y a aucune structure hiérarchique permanente dans les tribus pachtounes. Traditionnellement, les grandes familles ont combattu pour la suprématie. Deux d'entre elles ont rivalisé pour le pouvoir central depuis la fondation de l'Afghanistan au dix-huitième siècle. Les Durrani qui ont formé les dynasties souveraines de 1747 à 1978 et les Ghilzays qui ont régné de 962-1140 constituaient la majorité des deux grands partis politiques : le Parti Démocratique Populaire d'Afghanistan (PDPA-communiste) et le parti Peshawar d'opposition⁷. Le coup d'Etat du 27 avril 1978 été perçu comme une revanche Ghilzays sur les années de suzeraineté Durrani⁸. Un troisième groupe pachtoune est représenté par les tribus de l'est, sur la frontière pakistanaise, qui n'ont jamais été unies dans une formation politique et qui présentent un très fort sentiment d'indépendance. Ces tribus sont aussi influentes sur le PDPA que sur le parti

⁵ Ibid

⁶ Ibid. p. 45

⁷ Ibid p. 8

⁸ Ibid. p. 6

Peshawar⁹. Ces modèles sociologiques complexes expliquent la nature unique de la vie politique. En Afghanistan, le PDPA s'est montré incapable de transcender l'appartenance ethnique voire le tribalisme. Les factions dans ce parti n'étaient pas motivées par des considérations idéologiques, mais conséquences de la segmentation traditionnelle de la société afghane, fondée sur l'identité ethnique ou sur l'affiliation clanique. Cette segmentation s'est avérée plus forte que les intérêts de classe ou même les fondements idéologiques¹⁰.

1.2 Le parti communiste afghan et les relations avec L'URSS

1.21 La création

L'Union soviétique entretenait des relations diplomatiques avec l'Afghanistan depuis 1919 et un solide commerce bilatéral s'était établi depuis les années trente¹¹. Cependant, par contraste avec la Turquie, l'Iran ou l'Inde, aucun parti communiste « historique » n'avait été fondé en Afghanistan après la Révolution d'Octobre. Les Soviétiques ont préféré soutenir la monarchie afghane pachtoune pour affaiblir le Raja britannique, et plus tard le pro-américain Pakistan¹². Dans les années cinquante, les fortes relations afghano-soviétiques se confrontèrent aux nouveaux Etats indépendants : le Pakistan et l'Inde, quand la « Question du Pachtounistan » a amené l'Afghanistan au bord de guerre avec le Pakistan. La monarchie afghane, déçue par le soutien américain au Pakistan, a recherché de l'aide auprès de Moscou¹³. Après s'être vu refuser l'aide militaire occidentale, le gouvernement afghan du Premier Ministre Muhammad Daoud Khan a tissé des liens économiques très forts avec l'U.R.S.S.. L'Union soviétique a alors rapidement proposé une série de projets d'aide vers l'Afghanistan pour compenser le blocus pakistanais des routes commerciales vers l'Océan Indien¹⁴. Comme partie intégrante de leur aide, les Soviétiques ont offert une assistance militaire massive ce qui était vital pour ce pays au bord de la guerre. Cette assistance comprenait la formation de personnel militaire afghan en Union soviétique. Un total de 3,725 hommes avait été entraîné dès 1978, en sus de quelque 6,600 personnes formées dans des institutions civiles soviétiques¹⁵. En fait, en moins de deux décennies (1950-1970) une nouvelle intelligentsia urbaine était née, mais s'était vue refuser toutes perspectives politiques car la vieille société tribale, elle aussi urbanisée,

⁹ Ibid. p. 9

¹⁰ Ibid. p. 10

¹¹ NAWROZ M and GRAU L, *The Soviet War in Afghanistan: History and Harbinger of Future War*, Foreign Military Studies Office, 1995, Fort Leavenworth, KS

¹² OLIVIER, op. cit p. 9

¹³ Ibid.

¹⁴ HAUNER, op. cit, p. 130

occupait et recevait encore la plupart des décisionnels de haut niveau¹⁶. Les intellectuels, eux, avec le temps, s'étaient politisés selon deux lignes opposantes : communisme et islamisme¹⁷.

En 1964, l'adoption d'une constitution libérale autorisa des élections en Afghanistan. Celles-ci conduisirent à la création de partis politiques¹⁸. En janvier 1965, grâce au soutien et sous l'influence de Moscou, un parti communiste fut formé par une poignée de « gauchistes ». Babrak Karmal en fut l'un des membres fondateurs. Cependant, la politique générale de Soviétique demeura inchangée : Moscou continuait à soutenir le roi d'Afghanistan Zahir.

Très tôt, le parti communiste fut divisé en trois groupes. D'abord, le Moaist qui n'a jamais été capable de créer une organisation unie, recruta ses membres parmi les non-Pachtounes, principalement des orateurs persans, sh'as et sunnis et étendit son influence dans la faculté médicale de l'université de Kaboul. Parallèlement, un groupement pro-soviétique créa le PDPA qui immédiatement se scinda en deux groupes, les Khalqs et les Parchams. Bien que le Khalq, mené par Nur Muhammad Taraki, préconisait une révolution immédiate, et le Parcham, conduit par Babrak Kamral, supportait une stratégie d'infiltration de l'administration et du pouvoir, les différences entre les deux étaient plus ethniques et tribales qu'idéologiques¹⁹. Jusqu'en 1986, il aurait été presque impossible de trouver des divergences majeures sauf dans l'agenda de leurs programmes.

Le Khalq, le plus grand groupe, recrutait parmi l'intelligentsia pachtoune, provenant principalement de la famille Ghilzay qui avait été évincée par les Durranis en 1747 et des tribus pachtounes de l'est. Par essence, le groupe Khalq était plus une mouvance nationaliste pachtoune qu'un parti marxiste-léniniste²⁰. Il tirait son influence d'un fort soutien de la communauté militaire, particulièrement parmi les officiers envoyés en Union soviétique pour être formé comme cadres de l'armée de l'air, spécialistes en télécommunications, et instructeurs. Cette adhésion était une conséquence directe de la politique royale qui favorisait le recrutement des officiers et des cadres de l'administration pachtounes à l'extérieur de l'obédience Durranis mais leur déniait l'accès à de plus hautes positions²¹.

La tendance Parcham, elle, avait un accès beaucoup plus facile aux hautes fonctions de l'Etat. Ils provenaient surtout de l'élite aristocratique persophone qui résidait à Kaboul. L'influence du PDPA resta limitée à un petit cercle d'intellectuels et jusqu'en 1979, on ne comptait qu'au

¹⁵ Ibid. p. 131

¹⁶ Ibid. p. 10

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid. p. 9

¹⁹ Ibid. p. 10

²⁰ Ibid. p. 11

²¹ Ibid.

plus 5,000 membres²². Dès le début, le PDPA s'avéra moins guidé par des visées politiques que par une logique « tribale » et un clientélisme certain. Pourtant tous les membres fondateurs du parti conservaient apparemment des liens proches avec l'ambassade soviétique, et il ne semble pas que Moscou exerçait une mainmise totale sur la vie intérieure du parti. Comme nous verrons plus tard, l'Ambassadeur soviétique en Afghanistan rencontrait régulièrement les dirigeants communistes afghans pour prôner l'unité du parti et démontrer l'effet négatif que la désunion portait à la révolution²³. Finalement, des lignes de fractures ethniques nettes apparurent dans le communisme afghan et parmi leaders gouvernementaux. Au final, la confédération pachtoune d'obédience Durrani tenait les rênes du pouvoir central alors que le gros du parti communiste était composé de Ghilays et Pachtounes de l'est²⁴.

1.22 La prise du pouvoir par les communistes

En 1973, le Shah d'Afghanistan fut renversé par un coup d'Etat militaire conduit par Daoud Khan et des éléments du PDPA qui formèrent un gouvernement de parti unique. Presque immédiatement, le gouvernement de Daoud Khan provoqua des changements sociaux et politiques radicaux qui amenèrent plusieurs groupes fondamentalistes islamiques à se soulever dans une insurrection armée contre celui-ci.

Gêné par la trop forte influence soviétique sur son régime, le Khan a œuvré pour affaiblir celle-ci et amoindrir la dépendance de l'Afghanistan envers l'aide de Moscou. En 1975, Daoud a commencé à renvoyer les membres les plus à gauche de son gouvernement et à améliorer les relations avec le Pakistan, l'Iran, et l'Arabie Saoudite. Dans le même temps, il a envoyé son frère, le prince Mohammed Naim, à Washington pour une réunion avec les fonctionnaires gouvernementaux américains. Moscou craignait les ouvertures de Daoud vers l'Ouest. Cet éloignement de l'U.R.S.S. inquiétait le Kremlin et l'éventualité que l'Afghanistan puisse rejoindre un système d'alliances pro-occidentales, comme l'Egypte ou la Somalie, déplaisaient fortement aux officiels moscovites. Un signal alarmant fut donné par la tentative de Daoud d'envoyer des officiers en Inde et aux USA pour suivre un entraînement²⁵. Par

²² Ibid.

²³ PUZANOV A, (USSR Ambassador to Afghanistan) Political letter from A. Puzanov to Soviet Ministry, About the domestic Political Situation in the DRA, 31 May 1978

²⁴ HAUNER, op. cit. p. 6

²⁵ Ibid. p. 10

réaction, les deux factions du PDPA se sont réunies sous un contrôle soviétique strict en 1977²⁶.

Au printemps 1978, le président Daoud a essayé de se débarrasser du PDPA, mais il avait sous-estimé l'ampleur de l'infiltration de l'armée et de l'administration supérieure, en incluant son propre cabinet, menée à bien par cette organisation. L'arrestation de trois chefs (Taraki et Amin du Khalq, et Babrak Karmal du Parcham), le 26 avril 1978, a déclenché un « pronunciamiento » classique le jour suivant. Trois jours après le coup, l'armée afghane a quitté Kaboul et la République Démocratique d'Afghanistan a été proclamée sous la direction de Taraki. Les Khalqs et les Parchams étaient représentés dans le gouvernement²⁷. En août 1978, Président Nur M., Taraki, a annoncé les programmes de distribution de la terre, d'émancipation de femmes et de destruction de la vieille structure sociale de l'Afghanistan. Ces réformes étaient des coups directs portés au cœur des traditions de la société afghane. La réaction de la population rurale et des musulmans intégristes, associée avec l'inefficacité de la bureaucratie locale, a déclenché une révolte paysanne et religieuse spontanée et anarchique, unie sous la bannière « idéologique » de l'Islam²⁸.

1.23 La rupture

L'Afghanistan, sous la férule de Nur Mohammed Taraki, était virtuellement dans le camp soviétique. En décembre 1978, Taraki signa un traité d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S.. Une des clauses incluses dans ce document était la consultation systématique et la prise de mesures appropriées par les deux gouvernements en cas de menace sur leur sécurité mutuelle. Plus tard, cet article particulier fut utilisé comme prétexte à l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Sur le plan de la politique intérieure, le gouvernement Taraki adopta une série de décrets destinés à instaurer un Etat socialiste afghan. Comme mentionné dans un mémo adressé par l'ambassadeur soviétique à Kaboul au ministre des Affaires étrangères soviétique "Les mesures entreprises par le nouveau gouvernement dans le mois qui précède montrent son "intention ferme" de progressivement créer les conditions préalables pour la transition de l'Afghanistan vers une trajectoire socialiste de développement"²⁹. L'adoption de ce programme devint une des questions les plus sensibles vis-à-vis de la population afghane et Taraki fut rapidement conscient du problème. Dans une conversation avec l'Ambassadeur soviétique le 29 avril, 1978 Taraki annonçait que « l'Afghanistan, suivant les préceptes marxistes-léninistes s'engagera sur une trajectoire de construction socialiste et appartiendra au

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid. p. 11

²⁸ Ibid. p. 46

²⁹ PUZANOV A. op. cit.

camp socialiste” mais qu’il était nécessaire de suivre cette ligne “avec prudence” et que les vrais buts du PDPA ne seraient dévoilés à la population que “plus tard”³⁰. Cependant, malgré sa prudence, Taraki dut rapidement faire face à l’opposition ferme des rebelles et perdit la confiance des éléments parchams de gouvernement. Dès 1978, le parti communiste afghan a commencé à montrer la profondeur de sa division interne et le gouvernement commencé à perdre du terrain face aux rebelles. Les frictions entre les factions Khalq et Parcham avaient une influence négative sur la révolution d’après l’ambassadeur soviétique en Afghanistan. Lui et ses “conseillers sur les relations entre les partis ” ont mis en exergue la nécessité de “vaincre la tension” et “fortifier l’unité” entre la direction et le parti³¹. Le 31 mai 1978, l’ambassadeur parvenait à la conclusion que “la situation dans le tout le pays se stabilisait de plus en plus” et que le gouvernement contrôlait toutes les régions et prenait des mesures pour “éradiquer les manifestations de la réaction interne.»

Cependant, le gouvernement avait perdu le contrôle des deux tiers du pays entre juillet 1978 et l’automne 1979. En mars 1979, la ville de rose du Coeur entra en rébellion ouverte. Une grande partie de la 17^{ème} Division d’Infanterie s’était révoltée et avait rejoint l’opposition armée. Les forces loyales à M. Taraki s’emparèrent de la ville après que les armées de l’air afghanes et soviétiques avaient bombardé la ville et la 17^{ème} Division. Plus de 5.000 personnes périrent dans l’assaut y compris près de 100 ressortissants soviétiques³². L’Armée de la République Démocratique d’Afghanistan commença à se désagréger lorsque des purges sanglantes affectèrent la hiérarchie militaire³³. Comme l’année précédente, de plus en plus de soldats, voire d’unités ou de brigades entières passèrent à la résistance et à la fin de 1979, l’Armée afghane était tombée de 90.000 à approximativement 40.000 hommes. De fait, la moitié du corps des officiers avait été purgée, exécutée ou avait quitté l’armée³⁴.

Fin 1978, le maître de l’Afghanistan Nur Muhammad Taraki était aux abois. Son régime socialiste se délitait sûrement et rapidement. Le clergé musulman critiquait sa politique ouvertement, son armée ne pouvait pas contrôler la révolte dans les provinces, et ses rivaux convoitaient ouvertement son siège au sommet du gouvernement. De nombreuses personnalités, et dans le gouvernement afghan et en Russie, s’étaient rendues compte que sa politique était trop radicale pour la population afghane et l’ont pressé de modifier son programme. En lieu et place, Taraki continua sa stratégie d’arrestations en masse et de tortures

³⁰ Ibid

³¹ Ibid

³² NAWROZ M. et GRAU L. p. 2

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

des rebelles et des chefs de l'opposition pour maintenir l'ordre. En juin 1978, dans une réunion entre l'ambassadeur soviétique, Taraki, Amin et Karmal ce dernier affirma que bien qu'il ait occupé le deuxième poste après Taraki, il ignorait non seulement ce qui se passait dans le pays mais encore ses attributions quant aux questions de politique intérieure ou étrangère. En outre, il soulignait « Pour moi, en tant que communiste, c'est une terrible tragédie ». Amin ajouta que pour ramener l'unité des mesures extrêmement urgentes et décisives étaient indispensables. Taraki désirait réellement l'unité (du parti). Cependant, pour y parvenir des milliers de communistes afghans, sincères et honnêtes, seront soumis à la terreur, les persécutions, et leurs noms ainsi que leurs mémoires seront calomniés. Karmal conclut l'entrevue par le constat qu'une scission du parti s'opérait et que tout passait aux mains du gouvernement et de son armée. Taraki soutint que le parti était unitaire et que cette unité était de plus en plus forte, mais que, pour ceux qui s'opposeraient à cette force, « nous les écraserons comme un rouleau compresseur »³⁵. Ces querelles internes déplurent aux soviétiques et menaçaient de déstabiliser le régime afghan face à une résistance islamique montante ouvertement.

Les Soviétiques exercèrent alors de fortes pressions sur Taraki pour qu'il forme un gouvernement sur une assise plus large, incluant les Parchams et quelques autres groupes socialistes. En réponse à ces suggestions appuyées, Taraki a affirmé que l'union avec le Parcham était une stricte formalité. « Ils ne prennent pratiquement pas part au soulèvement armé. » Mais après la victoire de la révolution, le chef du Parcham, Kamal réclama une répartition égale des postes dans les administrations centrales et régionales. De plus, si leurs demandes n'étaient pas satisfaites, ils ranimeraient la rébellion. Dans de telles circonstances, relatèrent N. Taraki et A. Amin « il n'y avait plus qu'un choix : eux ou nous »³⁶. Dans l'esprit des leaders soviétiques, cette réunion avec Taraki et Amin laissa l'impression que les persécutions à l'encontre des Parchams résultaient de luttes entre factions et ambitions personnelles.

La politique soviétique envers l'Afghanistan subit des changements importants après le soulèvement de la ville de Kandahar en mars 1979. Les dirigeants russes envoyèrent des conseillers militaires supplémentaires et du matériel en Afghanistan tout au long du printemps et de l'été³⁷. La qualité et la quantité de conseillers soviétiques furent développées pour aider le gouvernement afghan dans sa lutte contre les forces rebelles. Ils employèrent aussi des

³⁵ Information from CC CPSU to GDR leader, Erich Honecker, 13 October 1978

³⁶ Ibid

³⁷ BENNETT A. The rise, fall, and reprise of Soviet-Russian military intervention, 1973-1996, MIT Press USA 1999 p. 195,

hauts fonctionnaires du parti, spécialisés en politique pour modérer l'élan réformiste radical de Kaboul. Cependant, le niveau de participation accru des Soviétiques ne parvint ni à réprimer le soulèvement croissant contre le gouvernement ni à faire taire les tensions croissantes au sein du PDPA³⁸. Convaincu qu'Amin était à l'origine de la radicalisation du régime, Moscou commença à rechercher un gouvernement plus stable sous l'égide de Taraki en évinçant Amin, numéro deux du PDPA théoriquement, mais membre le plus puissant du parti dans les faits. Au retour du sommet des pays non-alignés à La Havane en septembre, Taraki s'arrêta deux jours à Moscou pour rencontrer Brejnev. Pendant son séjour, le numéro un soviétique fut capable de l'amener à ses vues pour évincer Amin. Peu après son retour à Kaboul, Taraki a essayé de faire assassiner Amin³⁹. Amin réchappa à cette tentative et fit promptement arrêter Taraki qui fut supprimé. Peu après, il s'autoproclama nouveau chef du PDPA et poursuivit son plan politique radical. En désaccord avec l'intervention soviétique en Afghanistan, Amin commença à rechercher ouvertement des liens avec l'Ouest. Cette action rendit furieux les Soviétiques. Ils commencèrent à considérer Amin comme une menace à leur sécurité et leurs intérêts et leur remémora une fois de plus le souvenir de l'Egypte et de la Somalie.

Début décembre 1979, Karmal fit des avances aux soviétiques, avec des demandes de soutien militaire, en vue de mener un coup d'Etat contre Amin. Le 10 décembre, ces propositions évoluèrent en un plan d'action qui fut présenté au Politburo. Celui-ci l'approuva le 12 décembre. Les Soviétiques renforcèrent leur dispositif militaire le long de la frontière et firent officieusement savoir aux diplomates américains qu'ils pourraient être « obligés » d'intervenir en Afghanistan. Le 25 décembre, l'armée soviétique commença son entrée en Afghanistan et l'occupation des zones conquises. Deux jours plus tard, le coup d'Etat et l'agression se concluaient par l'assassinat d'Amin et l'installation de Babrak Karmal à Kaboul par les parachutistes soviétiques.

1.3 Le débat interne sur l'invasion de l'Afghanistan

De plus en plus, la situation en Afghanistan est apparue aux Soviétiques comme une débâcle politique interne absorbée progressivement dans le cadre plus grand du conflit Est/Ouest. Les Russes reconnurent les origines spécifiques, sociales et politiques, de la rébellion et des désaccords internes du parti mais ne réussirent pas à comprendre la complexité et la profondeur du fossé socio-politique à la racine du conflit. De même, ils n'appréhendèrent que

³⁸ Ibid p. 19

³⁹ Ibid p. 131

très incomplètement l'importance des facteurs de mécontentement, culturels et religieux, en tant que raison se suffisant à elle-même pour justifier une insurrection armée. Nikolia Inozemtsev, alors directeur de l'IMEMO, expliquait que si des paramètres locaux tels que “les différences nationales, tribales, religieuses, et autres” contribuaient au conflit régional, “l’impérialisme et la politique néocolonialiste (soviétique)” étaient la source fondamentale d’un tel affrontement⁴⁰. Lors de discussions secrètes sur le problème afghan au printemps 1979, les dirigeants soviétiques civils comme militaires avaient conscience que le conflit était interne par nature. Cependant, ils s’acharnaient encore à aborder cette crise ouverte en termes de lutte des classes sans rechercher les causes locales sous-jacentes. Par exemple, un rapport confidentiel du Politburo d’avril 1979 reconnaissait les sources locales du conflit afghan mais les analysait dans des termes purement marxistes accentués d’interventionnisme « capitaliste » extérieur, le Pakistan, l’Iran, les Etats-Unis et même la Chine exacerbant les tensions locales par la fourniture d’argent et d’armes aux rebelles. Le rapport dénonçait néanmoins le clergé et les chefs tribaux comme forces les plus influentes d’Afghanistan, et il avançait que la cause profonde du conflit était « l’étincelle de fanatisme religieux qui régnait dans l’orient musulman ». Mais dans des paragraphes ultérieurs, le document revenait « logiquement » à une vision invoquant les « classes (comme) base du conflit », reprochant au PDPA de ne pas attirer l’intelligentsia, les « cols blancs », la petite bourgeoisie et le bas-clergé. Les Soviétiques maintenaient donc une vision analytique purement dans les cadres de la pensée marxiste-léniniste de leur intervention en Afghanistan : « la doctrine Brejnev ». Cependant des membres du gouvernement et des cercles académiques appelaient à une approche prudente concernant l’engagement russe. Certains hauts fonctionnaires et professeurs soulignaient que bien que la nature fondamentale de l’impérialisme soit restée inchangée, des mutations dans « la corrélation des forces » en faveur de socialisme, la « crise de capitalisme » et le « syndrome du Vietnam » amèneraient les Etats-Unis à revoir leur stratégie, à consolider les positions des « réalistes occidentaux » et faire illusoire une agression en provenance de l’Ouest⁴¹. Ces fonctionnaires spécialistes sentaient que les Etats-Unis, étaient affaiblis politiquement et n’avaient pas de réelle volonté de se créer un problème afghan.

Tout au long de l’année, les leaders soviétiques repoussèrent les demandes répétées du PDPA de déploiement de troupe soviétique⁴². A Moscou, les dirigeants reconnurent le le

⁴⁰ Ibid

⁴¹ Ibid p. 130

⁴² Ibid p. 169

gouvernement afghan avait poursuivi une politique excessivement radicale et devait nécessairement élargir sa base, d 'autre part ils estimaient qu'un usage massif de troupes soviétiques nuirait aux relations avec l'Ouest et stimulerait l'opposition en Afghanistan⁴³.

Les Soviétiques auraient probablement préféré travailler avec un régime local plus flexible plutôt qu'envahir l'Afghanistan, mais le comportement d'Amin et le désir d'éviter un coup d'Etat à l'encontre d'un régime communiste ne leur laissaient pas de marge de manœuvre. L'invasion, par conséquent, apparut comme une application de la « doctrine Brejnev » et était d'autant plus urgente que les provinces d'Asies centrale de l'Union Soviétique étaient vulnérables à la montée du fondamentalisme islamique. Bien sûr, la politique interne au bloc communiste menée par Brejnev n'était pas directement applicable à l'Afghanistan, ce dernier n'étant pas « officiellement » membre à part entière du camp socialiste. Néanmoins, l'Afghanistan était considéré comme faisant partie de la famille socialiste et que les règles appliquées en Tchécoslovaquie⁴⁴, par exemple, étaient valables.

De plus, les décisions Soviétiques concernant l'Afghanistan traduisaient leurs fortes inquiétudes quant à la loyauté de gouvernement du président Hafizullah qui pourrait adopter un comportement semblable à celui d'Anouar El Sadate, c'est à dire une volte-face de l'U.R.S.S. vers l'Ouest⁴⁵. Les ouvertures pro-occidentales d'Amin apportèrent une forte légitimité aux interventionnistes jusqu'au-boutistes de Moscou. Comme en Tchécoslovaquie, les soviets ont ressenti le besoin de défendre les intérêts du socialisme en Afghanistan et d'agir contre les forces anti-communistes, internes ou externes, de façon décisive. Les inquiétudes concernant les divisions internes du PDPA et la probabilité d'une forte réponse de l'opposition afghane ont amené l'idée que la force pourrait résoudre le problème afghan à court terme. L'armée, plus que toutes les autres forces du gouvernement, soutenait l'idée qu'une réponse militaire en Afghanistan était appropriée. Le général Valentin Varennikov, un des maîtres militaires, a affirmé que les chefs soviétiques étaient angoissés par la politique de main tendue du président Amin vers les Etats-Unis, par le fait que la CIA faisait du Pakistan une base arrière pour les rebelles, et par l'idée que les Etats-Unis pourraient remplacer l'Iran par l'Afghanistan pour en faire une base d'opérations contre l'U.R.S.S.⁴⁶. Cependant, alors que les chefs militaires recommandaient l'invasion, les experts du KBG déconseillaient l'opération. Des experts universitaires s'élevaient de même contre cette option et le conseiller

⁴³ Ibid p. 169

⁴⁴ OLIVIER, op. cit. p. 13

⁴⁵ BENNETT, op. cit. p. 168-169

⁴⁶ Ibid p. 173

spécial de Moscou à Kaboul, Vailly Safronchuk, restait très sceptique, mais ces voix n'étaient qu'une minorité⁴⁷, bien impuissante devant le poids de l'armée.

Cependant, les développements ultérieurs rendirent les dirigeants soviétiques plus circonspects envers l'utilisation de la force. En particulier, les délibérations du Politburo de mars et d'avril 1979, après qu'un soulèvement rebelle afghan dans Coeur ait tué vingt conseillers soviétiques, indiquaient que le pouvoir moscovite devenait beaucoup plus pessimiste au sujet de l'efficacité des opérations militaires en Afghanistan⁴⁸. Alors que le débat sur l'Afghanistan se développait et que les Etats-Unis commençait à répondre agressivement aux avancées soviétiques dans le Tiers-Monde, les voix des interventionnistes se firent plus pressantes en faveur d'une action militaire. Début décembre 1979, alors qu'il préparait un mémo critique envers l'intervention armée russe, Karen Burtents, un des leaders du Département International, eut un appel d'Alexandrov Agentov, un des assistants de Brejnev. Ce dernier contra Burtents en lui demandant brusquement, « Donc, est-ce que vous suggérez que nous devrions donner l'Afghanistan aux Américains? ». Cette attitude, notait Brutents «était caractéristique de l'ambiance au sommet même (de la pyramide soviétique)»

⁴⁹.

Alors que les relations entre les soviétiques et les américains se dégradèrent en particulier sur les sujets du contrôle des armements nucléaires, les dirigeants russes commencèrent de plus en plus à considérer l'Afghanistan au travers du prisme de leur théorie de « la somme zéro » dans leurs rapports avec les Etats-Unis. De mars à décembre 1979, les questions du soldat soviétique aussi bien que les débats publics passèrent d'une vision « intérieure » du conflit afghan à une dimension « extérieure » plus générale. En décembre, au lieu de se demander si une intervention soviétique pouvait rompre la Détente, les dirigeants soviétiques ont fait un mauvais calcul en estimant que l'intransigeance américaine avait déjà rendu leurs rapports si mauvais qu'ils avaient peu à perdre. Par-dessus de tout, une vue négative des Etats-Unis et une exagération des desseins américains concernât l'Afghanistan ont fait de la perte potentielle d'un gouvernement allié aux frontières soviétiques un sujet de préoccupation majeur⁵⁰.

⁴⁷ HAUNER, op. cit. p. 108

⁴⁸ BENNETT, op. cit. p. 168-169

⁴⁹ Ibid p. 173

⁵⁰ Ibid p. 169

Conclusion partielle

L'erreur de calcul des dirigeants soviétiques concernant l'importance de l'Islam dans la société afghane n'a été seulement égalée que par leur insensibilité à la culture afghane en général. Les écrits soviétiques sur l'Afghanistan de 1978 à 1980, étaient remplis de généralisations hâtives sur la société féodale et « la structure de classe » en Afghanistan et montraient une appréciation sommaire des traditions et de la culture afghane. Le manque d'attention porté à ces dernières et d'autres aspects spécifiques à ce pays s'est transmis des écrits soviétiques à la politique menée par Moscou. Tout au long de 1978 jusqu'au début de 1979, les Soviétiques ont appuyé les efforts du PDPA pour mettre en oeuvre les réformes radicales préconisées : distribution de la terre, droit de femmes, et autres projets politiques qui ont fait naître une très forte opposition dans la société afghane⁵¹.

Même après, lorsque les dirigeants soviétiques prônaient la modération, leurs efforts ont continué à démontrer leur compréhension limitée de la culture afghane. En essayant de forcer la réconciliation entre les Khalqs et les Parchamis du PDPA, par exemple, les leaders russes soutenaient la nomination du chef khalq Assadullah Sarwari au poste de premier ministre adjoint. Cet effort n'intégrait pas le fait que Sarwari avait personnellement torturé des Parchamis quand les Khalqs étaient au pouvoir Taraki puis Amin. Cette tentative d'imposer l'unité entre Khalqs et Parchamis en voulant inclure dans un même gouvernement tortionnaires et victimes était condamnée à l'échec dans un pays dont la culture réclame le « sang pour le sang ».

Les dirigeants soviétiques s'inquiétaient du fait que les musulmans d'Afghanistan puissent devenir un modèle dangereux pour les musulmans d'U.R.S.S.. Cependant ce fut la psychologie inverse qu'ils adoptèrent en considérant que la politique soviétique à l'égard des musulmans sur le territoire était le modèle à suivre par le gouvernement Taraki en Afghanistan. Quelques mois après le coup d'Etat réussi d'avril 1978, le gouvernement Taraki « agita littéralement un drapeau rouge face au paysan musulman » en remplaçant les couleurs traditionnelles de l'Afghanistan, le noir, le rouge et le vert islamique avec le drapeau rouge semblable à celui des Républiques Soviétiques d'Asie Centrale. Taraki s'est rapidement aliéné les musulmans afghans avec des déclarations de plus en plus en outre provocatrices comme ses propos de juin 1978 : « nous respectons les principes de l'Islam... mais la religion ne doit pas être utilisée comme un moyen par ceux qui veulent freiner le progrès et continuer à exploiter et opprimer le peuple...Nous voulons nettoyer l'Islam d'Afghanistan du poids et

⁵¹ Ibid p. 200

de la saleté des mauvaises traditions, des superstitions et des croyances erronées. Ainsi, nous obtiendrons un Islam. progressif, moderne, et pur⁵² ».

Le manque de compréhension de la société afghane a amené les dirigeants soviétiques à une mauvaise appréhension de la nature et de la profondeur des divisions du PDPA. Cette mauvaise analyse des fractures de ce parti ont empêché la prise de contrôle total du PDPA malgré leur forte influence politique, militaire et économique à l'intérieur du pays. L'incapacité des soviétiques à contrôler politiquement la situation en Afghanistan au travers du PDPA, les a conduit, au final, à choisir l'option militaire de l'invasion.

2.0 Détente

Pendant les années 1960s et 1970, les USA et l'URSS ont cherché à redéfinir leur rapport l'un à l'autre dans le monde. Les événements après les années 1960 ont paru suggérer aux superpuissances que le monde entrait dans une époque à la fois d'interdépendance complexe parmi états et de désintégration des valeurs normatives et institutions grâce auxquelles les attitudes internationales avaient été, dans une certaine mesure, prévisibles.⁵³ Les nouveaux chefs libéraux ont souligné l'importance d'un "ordre mondial," "interdépendance," et "d'intérêt mondial"⁵⁴. Le Vietnam, l'Europe de l'est, et la crise des missiles cubains ont illustré la fragilité des rapports entre superpuissances et le besoin d'un dialogue soutenu et d'une action coordonnée dans le monde. Dès 1958 les deux groupes de chefs gouvernementaux ont commencé à évoquer le sujet de la détente. De la perspective soviétique, la détente avait été la stratégie de l'U.S.S.R. depuis 1956 sous la forme de la « coexistence pacifique ». Brejnev répète l'affirmation de Khrouchev que la parité nucléaire Soviétique ôté le levier militaire des mains du monde bourgeois, en le forçant à accepter les intérêts légitimes d'autres états, à traiter l'U.S.S.R. comme un égal, et contribue au succès de " lutte progressive " et révolutionnaire. La détente est donc pour les Soviétiques une expression naturelle du nouvel équilibre des forces, un moyen de guider les Américains affaiblis vers la transition à une nouvelle phase de l'histoire et n'est certainement pas prévu pour conserver le statu quo, voire libéraliser l'URSS.

Un partisan de l'ouest de détente a décrit la conception Soviétique comme une façon « de rendre le monde sûr pour un changement historique » et souligne le double fait implicite — c'est-à-dire qu'il était admissible que l'URSS continue la lutte contre le monde capitaliste

⁵² Ibid p. 199

⁵³ Britannica.com International relations: Dependence and disintegration in the global village, 1973-87 p. 1

⁵⁴ BARNET R, Real Security: Restoring American Power in a Dangerous Decade, Touchtone Book, USA 1981 p. 48

pendant la détente, mais inadmissible que l'Occident lutte contre le Communisme. Du point de vue marxiste, cependant, ce n'était simplement qu'un autre reflet d'une réalité objective. Maintenant que l'équilibre nucléaire était un fait, Le poids de la force militaire conventionnelle et de l'action politique populaire augmentaient, chacun favorisant fortement le bloc socialiste⁵⁵.

Les conceptions opposées de la détente des Etats-Unis et des Soviétiques étouffaient les espoirs placés dans le processus des deux côtés. De 1969 à 1972, cependant, ces différences n'étaient pas apparentes alors que les motivations immédiates pour un relâchement de la tension étaient irrésistibles. Le Président J.F. Kennedy Jr. fait un discours 10 juin à l'université américaine de Washington D.C. où il souligne le besoin de plus de coopération entre l'URSS et les USA. En réponse à l'ouverture de Kennedy, M. Gromyko a dit qu'il souhaite élever le niveau de relations générales entre les USA et l'URSS. Il pensait que le Premier Secrétaire et lui étaient d'accord sur le fait que les deux pays (les USA et l'URSS) occupent une place particulière dans le monde, qui était décisive pour déterminer à long terme un accord éventuel pour tout problème important dans le monde. Il a rappelle que le Président américain avait exprimé une pensée semblable dans ses conservations l'année précédente. Il rapporte ceci à M. Kroutchev, ce dernier agrée que cette vue est raisonnable. Transposant cela de manière personnelle, il croyait qu'une compréhension mutuelle entre le Président et M. Khrouchtchev était très important pour le monde. L'URSS était au courant du discours présidentiel du 10 juin à l'Université américaine. Il croyait que le Président était informé de l'évaluation de ses déclarations, dont le discours à l'université américaine, que l'URSS avait donné. Les déclarations du Président avaient été reçues positivement dans l'URSS, à la fois par le Gouvernement Soviétique dans son ensemble et par M. Khrouchtchev en particulier. C'était une ligne définie et délibérée dans la politique soviétique vis-à-vis les USA. Si les USA avaient pris la même ligne, alors il y avait la raison pour une estimation optimiste des perspectives pour le développement des relations. Ce que l'Union Soviétique voulait faire était donner cette une forme concrète à cette estimation. Peut-être ce n'était pas nouveau au Président, parce que tous les messages de que Khrouchtchev étaient dans cet esprit. Si cette ligne avait été suivie avec détermination, alors des problèmes aussi synthétiques (sic) que le désarmement, l'Allemagne, etc., pourraient être résolu beaucoup plus facilement que dans une situation où les deux côtés se querellaient.⁵⁶

⁵⁵ Britannica.com International relations: Dependence and disintegration in the global village, 1973-87

⁵⁶ Ibid

Les chefs Américains y voient également une ouverture pour engager la conversation avec les Soviétiques. Comme l'exprime un haut fonctionnaire américain, "Dans notre dernière évaluation du devenir de la politique étrangère soviétique, nous avons examiné la possibilité d'une évolution graduelle de la vision mondiale soviétique qui diminuerait l'importance des conceptions hostiles dérivées de l'idéologie communiste. À ce moment, nous avons jugé possible que, sur une période de temps tout à fait imprévisible, certains facteurs pourraient forcer les chefs soviétiques à adopter une approche plus normale " de la politique mondiale, en donnant un plus grand poids aux intérêts nationaux et aux modes conventionnels de comportement international comme ceux-ci est compris dans l'Ouest, et moins de poids à l'effort d'étendre indéfiniment les zones sous le contrôle de Moscou. Dans cette partie, nous reconsidérons la nature et influence de ces facteurs : les développements internes à l'URSS qui changent les relations au sein du bloc et du mouvement communiste, et le cours des événements dans la compétition entre l'est et l'Ouest.⁵⁷

Cependant, bien que les superpuissances soient d'accord sur la nécessité de la détente, leur interprétation des règles de comportement et le statu quo étaient très différentes. La détente avait des fondations fragiles aussi bien en dans politique étrangère qu'en politique intérieure. Les Soviets l'ont envisagé comme une simple forme de coexistence pacifique où les forces révolutionnaires devraient tirer avantages des retenues américaines, alors que l'administration Américaine a implicitement vendu la détente comme un moyen de restreindre les activités communistes dans le monde⁵⁸. Cette différence d'interprétation a joué un rôle important dans la prise de pouvoir des éléments conservateurs tant dans l'Union Soviétique et qu'aux USA, dans le débat au sujet de l'invasion russe d'Afghanistan.

2.1 L'interprétation Américaine de la détente

Dans la perspective américaine, la politique soviétique de 1945 à 1972 a été caractérisée par la volonté Marxiste-léniniste d'exporter la révolution et de parvenir à dominer le monde en divisant et brutalisant l'Ouest, et en exploitant les luttes des peuples sous-développés⁵⁹. En réponse au défi communiste après la seconde guerre mondiale, les USA ont adopté une politique de freinage (« containment ») et de refoulement (« rollback ») du communisme. Le communisme serait affronté sur tous les fronts et dans toutes les parties du monde, militairement, politiquement, et culturellement. La Guerre Froide a été marquée par l'intervention américaine en la Corée, au Vietnam, en Amérique du Sud et en Europe. Le

⁵⁷ Ibid

⁵⁸ Ibid p. 2

⁵⁹ Ibid p. 8

monde a observé les Soviétiques soutenir l'expansion marxiste-léniniste dans le monde sous-développé comme dans les nouveaux pays nés pendant les années 1950 et 60. La crise des missiles cubains entre les USA et Russie était le point culminant de la Guerre Froide pour les deux côtés.

En réponse à cette nouvelle réalité politique, les États-Unis ont abandonné des attitudes de la Guerre Froides autrefois inébranlables vers les nations communistes, en réduisant leur propre implication en réponse à la rupture Sino-Soviétique et aux contraintes économiques et psychologiques d'action américaine qui doit répondre au nouvel impératif de " aucun plus de Vietnam ".

Après huit années dans l'ombre d'Eisenhower et huit plus d'années hors de l'administration, Richard Nixon apporte à la présidence en 1969 une expérience riche comme observateur d'affaires étrangères ainsi que des idées pertinentes sur le moyen d'empêcher le retrait américain de ses engagements globaux de tourner en débâcle. Pendant le long processus de "Vietnamisation," Nixon et Kissinger se sont attaché à maintenir le consensus en politique étrangère en retardant la défaite en Indochine et en acceptant comme un "leçon de Vietnam" la nécessité de limiter les engagements américains⁶⁰. De manière générale, la stratégie de Nixon inclus un retrait synchronisé de forces terrestres de Vietnam, un règlement négocié qui sauve le régime de Saïgon, la détente avec l'U.S.S.R, la reprise de relations avec la Chine populaire, et le soutien militaire à des pouvoirs régionaux sélectionnés, qui leur permet d'agir en tant que gendarmes locaux au lieu de participation américaine directe. La politique américaine était plus anti-communiste que jamais. Il fallait résister à la montée de la gauche, qu'elle vienne d'une élection comme au Chili ou d'une révolution comme au Portugal, selon l'approche traditionnelle posant que chaque régime de la gauche marxiste était un gain pour Russie n'importe où dans le monde et une défaite pour les USA.⁶¹

Cependant, Nixon a reconnu le besoin de réduire l'engagement Américaine à la fin des années 60 et au début des années 70, car des événements internes secouaient la fondation même des Etats-Unis. La présidence Américaine était attaquée sur les fronts aussi bien internes qu'internationaux. Les manifestations pour la paix, les droits civils, la Guerre de Vietnam et les scandales paramilitaires à l'étranger affaiblissent la Maison Blanche. Cette interprétation se retrouve dans les actes du Congrès qui limitent la liberté de l'exécutif en matière de politique intérieure. Le « War Powers Act » de 1973 limite la capacité du président à

⁶⁰ BARNET, op. cit, p. 47

⁶¹ Ibid p. 47

s'engager des forces américaines outre mer.⁶² Pour Nixon la détente était une nécessité. Nixon croyait que son image personnelle d'anti-communiste et de négociateur dur apaiserait l'opposition conservatrice à la détente, pendant que les libéraux se trouveraient eux-mêmes débordés sur la question de la paix. A la fois dans la fin et les moyens, la politique étrangère américaine montre un nouveau réalisme, qui contraste fortement avec la mentalité des années Johnson et Kennedy : « Payer n'importe quel prix, supporter tous les fardeaux ». Dans son discours inaugural, Nixon parle plutôt d'une « époque de négociation ».

Encore une fois, la détente n'a pas été pensée pour remplacer la stratégie américaine de l'après-guerre de « containment ». Plutôt, elle a été imaginée comme une méthode de moindre confrontation pour contenir le communisme à travers des accords diplomatiques et un système souple de récompenses et de punitions par lequel Washington pourrait modérer le comportement soviétique. Les journalistes qualifièrent cette tactique de « linkage », car les États-Unis liaient ainsi les aspects positifs (par exemple le contrôle des armements, le transfert de technologie, ventes de céréales) à la réciprocité attendue des soviétiques dans d'autres domaines (par exemple un moindre soutien aux mouvements révolutionnaires). Nixon ne pensait pas que la compétition – soviéto-américaine disparaîtrait, mais il espérait que son approche mi dure – mi douce (« Carrot and stick ») établiraient des règles des sphères du jeu et reconnaîtraient les sphères d'influence. Entraîner les Soviétiques dans un réseau d'accords, et donc en donner un enjeu au statu quo, créerait une structure stable de paix. Finalement, L'extension des liens économiques et culturels pourrait même servir à ouvrir la société soviétique.

2.12 La droite américaine

Le débat politique de la droite américain au sujet du concept global de détente a contribué à donner le ton à la réponse américaine à l'invasion russe d'Afghanistan. De manière toute aussi importante, ce discours a joué un rôle dans la décision russe d'envahir l'Afghanistan. À la lumière du comportement Soviétique dans les années 1960 et 70, les conservateurs américains étaient incités à perdre la foi dans détente à chaque nouvel incident soviétique. Entre 1973 et 1976 les avancées Soviétiques dans le monde sous développé, la chute de la présidence de Nixon dans le scandale Watergate, et actions du Congrès pour limiter les prérogatives de politique étrangères de la Maison Blanche sapent les fondations internes de la détente.⁶³

⁶² Britannica.com International relations, op. cit, p.2

⁶³ Ibid

Dès 1974, le secrétaire d'état Kissinger se retrouve, en privé, parmi les ennemis de la détente⁶⁴. Cet été, un groupe appelé « Coalition pour une Majorité Démocratique » publie un rapport d'une équipe présidée par Eugène Rostow, ancien Sous-secrétaire d'État qui croyait que les USA n'avaient pas été très virulents au Vietnam. "La Quête pour Détente" était une attaque en règle de la politique Kissinger. D'après Rostow, qui écrit à Kissinger une lettre personnelle, Nixon avait donné trop à la détente : "Et nous pensons que ce n'est pas seulement une erreur, mais un danger de leurrer l'opinion publique occidentale en proclamant la fin de la Guerre Froide, une alternative à la confrontation et une génération de paix". Kissinger avait écrit deux semaines avant à Rostow pour lui expliquer son concept de relations américano-soviétiques : "Nous avons cherché à nous appuyer sur un équilibre d'intérêt mutuels plutôt que sur les intentions soviétiques tels que les expriment leur dogme idéologique. En négociant avec les Soviétiques, nous en avons, dans un sens, appelé à l'esprit de Pavlov plutôt qu'à celui d'Hegel." ⁶⁵

Cependant, la droite n'accepte pas cette idée de détente. Elle conclue que les Soviétiques sont en train de prendre avantage de la faiblesse américaine. Comme un point de départ idéologique, beaucoup de conservateurs basent leurs vues politiques des Soviétiques et de leurs ambitions sur le rapport NSC-68, " Rapport des secrétaires d'état à la Défense sur 'les objectifs des États-Unis et le programme de Sécurité Nationale", le 7 avril 1950.⁶⁶ Le principal thème du rapport affirme que « l'Union Soviétique, à la différence des anciens aspirants à l'hégémonie, est animé par une nouvelle foi fanatique, contraire à notre propre éthique, et cherche à imposer son autorité absolue sur le reste du monde. Le conflit, par conséquent, est devenu endémique... »⁶⁷. Deux grandes idées percent dans le NSC-68 : Parce que l'Union Soviétique possède des forces armées "largement supérieures à celles nécessaires à la défense de son territoire national," NSC-68 arrive à la conclusion que l'URSS "développe la capacité militaire de soutenir ses projets de domination mondiale" et que les Russes méprisent le compromis et "ne comprennent que la force."⁶⁸ Ils ne feront pas de concessions et ne modéreront pas leur appétit illimité à moins qu'ils ne soient contraints de le faire sous la pression militaire. Tout effort d'accommodement sera considéré comme une preuve de faiblesse et sera exploitée cyniquement.⁶⁹

⁶⁴ BARRNET R, p. 42

⁶⁵ Ibid

⁶⁶ Ibid p.43

⁶⁷ Ibid

⁶⁸ Ibid p. 44

⁶⁹ Ibid p. 45

Bien que la droite dispose de beaucoup de pouvoir politique à Washington, c'était les éléments plus modérés dans le pays qui contrôlaient la politique étrangère Américaine à cette époque. Le Centre et la Gauche américaines songent à développer un mouvement favorable à la détente dans la politique américaine. En 1971, un groupe des professeurs et des jeune cadres des relations étrangères, comprenant Zbigniew Brzezinski, Samuel Huntington, Richard Holbrooke et d'autres qui allaient avoir des places importantes dans l'administration Carter six années plus tard, annoncent la publication d'un nouveau journal, « Foreign Policy ». Le prémisses du nouveau magazine était que "une époque de politique étrangère américaine qui a commencé à la fin des années 1940 se termine."⁷⁰ En 1973 David Rockefeller organise une commission trilatérale, un ensemble de banquiers, industriels, quelques professeurs influents et d'autres gens importants aux USA, en Europe de l'Ouest, et au Japon pour développer un nouvel ensemble de principes et de propositions pour le monde d'après le Vietnam. La prémisses majeure était que les conflits croissants dans le monde industriel, la chute de l'organisation monétaire issue de Bretton Woods, et la crise d'énergie mondiale a constitué les problèmes sécurité nationale les plus urgents. Les relations internationales ne devaient plus être envisagés à travers le prisme de la confrontation américano-soviétique. La Guerre Froide était finie. Zbigniew Brzezinski devient le directeur exécutif de ce groupe. Walter Mondale, Cyrus Vance, Paul Warnke, Harold Brown, et d'autres futurs membre du gouvernement Carter sont invités à se joindre au groupe. Sur la préconisation de l'éditeur de Time, Hedley Donovan, le Gouverneur de Géorgie James E Carter, Jr., est ajouté à la liste.⁷¹

Pendant les présidents Nixon, Ford et Carter, la détente sert de fil directeur à la politique étrangère des USA. Cependant, au fur et à mesure, les conservateurs gagnent en force à chaque avancée audacieuse que font les Soviétiques pour supporter des régimes communiste/socialiste du monde sous-développe. A la fin, même aux yeux du Président Jimmy Carter, l'invasion Soviétique est pas un mouvement logique basé sur politique antérieure, mais un changement soudain de stratégie. Il était clair à tous que les Soviétiques voyaient leur rôle dans le monde différemment que ce qu'il avait été précédemment supposé. Cela voulait dire que l'URSS abandonnait la détente en faveur de l'expansionnisme.⁷² . En 1980, l'Amérique était prête à un changement et ce changement est venu sous la forme de la révolution Reagan. La détente était morte.

⁷⁰ Ibid p. 48

⁷¹ Ibid p. 49

⁷² OLIVIER, op. cit, p. 15

2.13 L'interprétation russe de la détente

Le Premier secrétaire Kroutchev a anticipé le nouveau rapport de forces dans son discours de politique étrangère adressé au 20e Congrès du parti en 1956. 3 les Bombes H et les missiles soviétiques, dit-il, rendent la menace nucléaire des impérialistes inefficace, l'U.S.S.R. égale à eux, le camp Socialiste invincible ; la guerre n'est plus inévitable, et donc la « coexistence pacifique » inéluctable. Dans la doctrine léniniste cette dernière expression implique un état de compétition soutenue et avance du socialisme sans la guerre. Les occasions immédiates du Socialisme, d'après Kroutchev, dérivent de la lutte des peuples coloniaux que l'U.S.S.R. aiderait à travers aide étrangère, propagande, subversion, et soutien aux " guerres de libération " nationales.⁷³

Le succès Soviétique dans l'espace juste 40 années après la révolution bolchevique était une preuve puissante des affirmations de Kroutchev, pour qui l'U.S.S.R. était parvenu à l'égalité stratégique et pour qui le Communisme était le meilleur système pour vaincre le retard. Le sputnik restaure le prestige Soviétique après son embarras en Hongrie en 1956, secoue la confiance européenne dans la dissuasion nucléaire américaine, augmente le militantisme de Chine Maoïste, et provoque une vague de doute aux l'États-Unis eux-mêmes.⁷⁴ Avec cette assurance nouvelle, l'Union Soviétique commence à affirmer son influence dans un monde changeant. Elle propose des traités de l'interdiction des essais nucléaires, des échanges économiques, et des pourparlers avec les USA au sujet de "mettre au pas" la course aux armements. Les forces de changement étaient à travail dans le monde et d'après les Soviétiques, elles favorisaient le bloc socialiste. Le monde socialiste était prêt pour la détente selon leurs termes.

La détente était pour les Soviet l'expression naturelle d'un nouveau rapport de forces, un moyen de guider les Américains affaiblis à une nouvelle phase de l'histoire--et n'a pas été pensé pour conserver le statu quo ou libéraliser l'URSS. En 1971, Leonid Brejnev, maintenant établi comme nouveau chef Soviétique, était complètement prêt à introduire dans une nouvelle époque de coopération "détente" avec l'Amérique et l'Europe pour une grande variété de raisons politiques et militaires. Cependant, le leader Soviétique tient compte du fait que son désir de faire avancer la détente Est-Ouest n'empêcherait une réponse vigoureuse à tous mouvements de l'ouest qui, dans leur vue, pourrait changer le statu quo. Les Soviétiques pensent en outre que la détente n'a pas restreint leur capacité à soutenir les mouvements de

⁷³ Britannica.com International relations. op. cit.

libération nationaux dans le monde., comme dans les années 1970, et que leur aide aux mouvements de libération nationaux ne devrait avoir aucun effet sur l'état des relations d'USA – URSS. Publiquement, ils affirment que les « révolutions de libération nationale » étaient locales et que le soutien soviétique à ces révolutions pouvait être séparé de la détente. En même temps, les leaders Soviétiques essayent de persuader des révolutionnaires mondiaux que la détente aiderait plutôt que générerait le processus de libération nationale.⁷⁵

Au 25e Congrès du parti en février 1976, peu après la victoire Soviétique en Angola, Brezhnev affirme que non seulement cette séparation est possible, mais aussi que la détente encouragerait la libération nationale. “Aujourd’hui, alors que la détente est devenue une réalité, La question de savoir de quel manière le combat sera affecté se pose à la fois dans le mouvement des ouvriers international et parmi ses opposants. ...la détente et la coexistence pacifique touchent aux relations entre Etats ... La détente n’interdit pas ou de modifie pas les lois de la lutte des classes, de quelque manière que ce soit. ... nous ne dissimulons pas le fait que nous voyons la détente comme une façon de créer des conditions plus favorables pour un socialisme pacifique et la construction communiste.”⁷⁶

Comme preuves et pour soutenir leur argumentation jusqu’à la fin des années 1970, les Soviétiques font systématiquement référence à la liste croissante de pays dans lesquels ils perçoivent une victoire anti-impérialiste. Cette liste incluse le Vietnam, l’Angola, le Laos, l’Ethiopie, le Mozambique, le Zimbabwe, le Kampuchéa (Cambodge), le Nicaragua, l’Iran, et l’Afghanistan. Les leaders soviétiques interprètent les événements dans ces pays comme la confirmation de leurs vues sur les sources impérialistes des conflits régionaux, la maturité des pays en voie de développement pour accéder au socialisme, la possibilité d’un soutien soviétique aux mouvements de la libération nationaux séparé des relations américano-soviétiques, et le triomphe inévitable de mouvements nationaux soutenus par les Soviétiques. Les telles vues mènent au point culminant de l’école interventionniste vers 1978.⁷⁷

Dans un sens, ces déclarations ont reflètent la vue soviétique d’un Occident affaibli et forcé à poursuivre la détente parce que le rapport de forces était contre eux. Au-delà de ses

⁷⁴ Ibid

⁷⁵ BENNETT, p. 182

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Ibid p.168

autres erreurs de calcul et de ses problèmes, Moscou interprète correctement l'impuissance occidentale à cette période⁷⁸.

Une des tendances la plus le plus prononcées dans les écrits soviétiques de 1973 à 1975 est l'optimisme Soviétique sur le rapport de forces⁷⁹. Les fonctionnaires comme les universitaires soviétiques soulignent que bien que la nature fondamentale de l'impérialisme demeure inchangée, les changements dans le "rapport de forces" en faveur de socialisme, la "crise de capitalisme" et le "syndrome de Vietnam" forçaient les USA à changer sa stratégie, renforçant le clan occidental des "réalistes" et rendant une l'agression occidentale moins probable⁸⁰.

Cependant, les vues des leaders soviétiques sur les USA varient considérablement de 1976 à 1979, en restant dans le consensus global que la nature de l'impérialisme américain restait inchangée en dépit de la détente et que la lutte idéologique continuerait. Les militaires soviétiques continuent à souligner l'existence de cercles "agressifs" et "militaristes" aux USA, en faisant peu ou pas référence aux dirigeants occidentaux "réaliste ou "sobre". Quelques dirigeants soviétiques civils, par contraste, reconnaissent l'existence d'hommes d'Etat occidentaux à la fois « agressifs » et « sobres »⁸¹.

Comme la perception Soviétique de relations Soviétique américaines change pendant les 1970, les dirigeants civils soviétiques se rapprochent régulièrement des déclarations de la ligne dure de l'armée sur ce sujet. En 1978 et 1979, les dirigeants civils soviétiques expriment une vue clairement plus faible des perspectives d'une coopération américano-soviétique. Brejnev a aussi renversé sa position du début des années 1970 sur le fait que le déclin du capitalisme le forcerait celui-ci à adopter une politique étrangère plus accommodante, en affirmant à la place que "les cercles agressifs du monde capitaliste répondent à leurs défaites dans la bataille sociale... en préparant fiévreusement des opérations militaires"⁸². Brejnev et les autres qui avaient été les supporters les plus loyaux de la détente au début des années 1970, adoptent un ton plutôt défensif à la fin des années 1970, en affirmant à maintes reprises qu'ils avaient toujours su que la lutte pour la détente rencontrerait des contretemps. Dans ces déclarations, les dirigeants soviétiques attribuent les changements dans la politique américaine

⁷⁸ HAUNER, op. cit. p. 5

⁷⁹ BENNETT, op. cit. p. 132

⁸⁰ Ibid p. 130

⁸¹ Ibid p. 169

⁸² Ibid p. 172

non pas au comportement soviétique en Ethiopie et ailleurs, mais à l'influence renouvelée aux USA de ceux qui s'étaient toujours opposés à la détente.

Comme les relations avec les USA empiraient tout au long de 1979 sur le contrôle des armements et d'autres questions, les dirigeants soviétiques considèrent plus en plus l'Afghanistan à travers le prisme de leur relations négatives avec l'États-Unis. De mars à décembre 1979, en privé aussi bien qu'en public le discours bascule le conflit en Afghanistan d'une dimension interne à une dimension externe. En décembre, au lieu de comprendre qu'une intervention Soviétique interromprait la détente, les dirigeants soviétiques se trompent dans leurs calculs en pensant que l'intransigeance américaine avait déjà rendu leurs rapports si mauvais qu'ils avaient peu à perdre.

2.2 La “carte chinoise”

On peut se demander si le fait le plus considérable en politique étrangère pendant la Guerre Froide, excepté la course aux armements et la détente n'était pas le schisme et finalement l'antagonisme entre l'URSS et la Chine. En 1965 le schisme entre l'URSS et la Chine était total ; poursuivre des politiques antagonistes contre un autre était devenu la politique des deux pays.⁸³

Le schisme entre l'URSS et la Chine se produit en trois phases dans le période post-Staline pendant la Guerre froide. La première est environ de 1956 à 1960. Dans cette période les Soviétiques et les Chinois sont en relativement bons termes. Les différences qui surviennent entre les deux nations sont exprimées et comprises de manière réceptive, mais ces relations cordiales commencent à se détériorer à la fin des années 1950. De 1960 à 1964 les différends entre l'URSS et la Chine se traduisent par un schisme entre les deux pays. Dans la phase définitive, qui commence en 1964, les deux nations se séparent en deux “systèmes socialistes.” Même si les Chinois n'ont jamais été expulsés formellement du camp communiste mondial, ils ne se sentent pas alliés avec le camp socialiste soviétique. A la fin des années 1960, Chine et l'URSS étaient devenus rivaux dans la lutte politique globale.⁸⁴

Les relations Sino-Soviétiques plongent vraiment de 1960 à 1963. Pendant ce temps beaucoup d'attaques des deux côtés prennent dans la forme de conférences, de presse, de radio, et de lettres. Les Chinois critiquent ouvertement la reddition de Khrouchtchev pendant la crise des missiles cubains. La Chine était aussi très fâchée par le soutien tacite de l'URSS à

⁸³ NOGEE, *Soviet Foreign Policy Since World War II*, p. 256-61 Pervgamon Press 1981

⁸⁴ WESTARD O *Brothers in Arms: The rise and fall of the Sino-Soviet Alliance 1945-1963*, Stanford University Press 1991, p. 51

l'Inde pendant la guerre sino-indienne. Après avoir échoué à résoudre leurs différences en 1963, les Chinois lancent une attaque acerbe sur politique étrangère soviétique. Bientôt le centre de cette critique change de la politique étrangère aux régimes internes. Les Chinois affirment que l'URSS devient une société impériale et capitaliste, les Russes affirment que la Chine tourne à la dictature militaire.⁸⁵ D'une certaine manière, les Chinois commencent à critiquer la politique soviétique parce que les Soviétiques ont regardé « le grand bond en avant » avec un mépris extrême. Les relations entre les deux nations se tendent jusqu'à l'effondrement et toute vraie coopération entre les deux nations devient unimaginable. Les Soviétiques critiquent aussi les ambitions territoriales de la Chine. Les Chinois ont beaucoup de différends frontaliers, surtout avec l'Inde, Hongkong, et Macao. Ils demandent à l'URSS pourquoi ils permettent à ces pays de rester capitaliste et entre des mains impérialistes. Les deux pays s'accusent aussi mutuellement d'inciter des incidents de frontière. Au début des années 1960, la Chine accuse les Soviétiques de mener des actions de subversion à grande échelle dans le Sin-Kiang. Cette province est frontalière des républiques soviétiques de Tadjikistan, Kirghizie et Kazakhstan. Les Chinois affirment que les Soviétiques ont contraint des dizaines de milliers de gens à fuir vers l'URSS. Les Soviétiques en retour accusent la Chine de persécuter les Kazakhs, incitant 50,000 Kazakhs à chercher le refuge en Union Soviétique. Ces séries d'accusations injustifiées causent un grand conflit entre les deux nations.⁸⁶ Beaucoup d'historiens admettent la difficulté de déterminer le moment précis où chaque pays décide que l'autre constitue pour lui la plus grande menace, mais la plupart des historiens estiment que le point a été atteint vers la mi 1960. Khrouchtchev commence à prévoir une confrontation avec Chine très tôt ; il avait dit en 1957 «le Conflit avec Chine est inévitable.» Si Khrouchtchev était resté en pouvoir, la Chine aurait été expulsé du mouvement communiste mondial dès 1965, mais la chute de Khrouchtchev l'empêche d'agir contre la Chine. En 1966 les Chinois nomment l'Union Soviétique comme leur ennemi numéro un⁸⁷. En mars de cette année la Chine a boycotté le Vingt Troisième Congrès du parti pour la première fois La Chine commente ainsi ce boycottage : “ la Russie...était usuellement le centre du mouvement ouvrier international. Maintenant, La puissance Chine est devenue le centre du révisionnisme moderne.”⁸⁸

⁸⁵ Ibid p. 103-109

⁸⁶ NOGEE, op cit. p. 256-61

⁸⁷ SALISBURY H, War Between Russia and China, New York, Batnam Books 1970, p 85-89

⁸⁸ NOGEE J, op. cit. p.278

Les deux nations continuent à avoir des désaccords et même des confrontations jusqu'à la fin de la Guerre Froide, mais cette animosité n'est guère qu'une extension de l'hostilité causée par la rupture Sino-Soviétique. Une autre confrontation tendue commence en 1969 quand les troupes Chinoises attaquent les troupes Soviétiques sur la petite île de Damansky. Les Russes se vengent en envahissant la province chinoise, où ils rencontrent une forte résistance. Les deux côtés subissent des grosses pertes. La relation sino-soviétique en arrive à un point où en août 1969 un diplomate Soviétique s'interroge sur la réaction américaine possible à une frappe nucléaire soviétique contre la Chine.⁸⁹

La rupture Sino-Soviétique brise la bipolarité du monde de la Guerre Froide et transforme l'URSS et la Chine en rivaux acharnés pour la direction du Communisme et du monde sous-développé⁹⁰. Ceci force la direction soviétique à repenser la fonction et stabilité du lien Est Ouest existant et leur situation géopolitique. La Chine étant désormais plus un ennemi qu'un allié, les Soviétiques font maintenant face à une autre menace régionale et idéologique dans le monde.

Comme en contribution à leur reformulation de la politique étrangère américaine, Richard Nixon et Henry Kissinger commencent à tenir des réunions secrètes avec le gouvernement Chinois dans l'espoir d'établir des liens entre les deux pays⁹¹. L'administration Nixon songe à développer des relations économiques, culturelles et politiques avec les Chinois pour profiter de la rupture politique entre les deux géants socialistes. L'idée américaine est de courtiser la Chine, pour contrer les soviétiques et solliciter l'aide de la Chine pour terminer la guerre du Vietnam. Cette nouvelle approche est connue sous le nom de « carte chinoise ». L'URSS comprend la manœuvre stratégique politique que consiste l'ouverture américaine à la Chine. M. Dobrynin, ambassadeur d'URSS aux USA, informe le Président Nixon le 20 octobre 1969 Si certains aux USA sont tentés de tirer profit des relations Soviétique-chinoises aux dépens de l'URSS, et il y avait quelques signes de cela, alors l'URSS souhaite prévenir franchement à l'avance qu'une telle ligne de conduite, si elle était poursuivie, pourrait conduire à de graves erreurs et n'est absolument pas cohérente avec la recherche de relations meilleures entre les USA et l'URSS. Cependant, bien que Moscou essaie de décourager Washington de poursuivre une alliance stratégique avec la Chine, cela ne réussit pas. En fait, l'approche de Nixon vers la Chine amène Moscou à accélérer le sommet entre Nixon et Brejnev et à essayer, sans vraiment de succès, d'être plus utile au Vietnam ; les

⁸⁹ Britannica.com International relations: op. cit.

⁹⁰ Ibid

⁹¹ WICKER T, One of us: Richard Nixon and the American dream, Random House, New York, USA 1991, p591

Soviétiques signent aussi particulièrement rapidement plusieurs accords - sur Berlin en particulier - qui auraient pu prendre autrement plus de temps pour être conclus⁹². Clairement, Washington tire ici un enseignement de la situation. Il s'est rendu compte de la menace qu'une association Sino-américaine pose aux Soviétiques et combien cette relation affecte le comportement soviétique.

A la fin des années 1960 et dans les années 1970, alors que l'influence soviétique s'étend dans le monde, à la fois l'administration américaine et la Chine commencent à s'inquiéter au sujet des intentions de l'URSS au nom des causes socialistes ou nationalistes. Le dogme soviétique que l'URSS peut et à le devoir d'intervenir pour « soutenir » le communisme augmente la peur de la Chine sur les intentions soviétiques à leur égard. La Chine avait peur, bien évidemment, que la doctrine Brejnev ne s'applique à eux. En 1969 ils accusent l'URSS d'" impérialisme social." Au milieu des années 70, à la lumière de la rupture politique socialiste, de nombreuses personnes dans les cercles politiques Américains cherchent à renouveler des relations sino-américaines qui s'étaient refroidies après l'administration Nixon. Quelques conseillers s'opposent à cette " carte chinoise" de crainte que les Soviétiques ne se vengent en annulant les négociations du SALT qui se poursuivent, mais le Conseiller de Sécurité National américain, Zbigniew Brzezinski, persuade le Président Carter que les relations plus étroites entre les États-Unis et Chine obligeront l'URSS à courtiser les États-Unis, comme cela s'était produit en 1972. Encore une fois, le spectre d'une alliance possible sino-américaine a alarmé les Soviétiques. Le soutien Sino-américain à la fin des années 70 aux forces rebelles contre les forces soutenues par les soviéto-cubains en Angola augmente encore la peur soviétique d'un nouveau rapport stratégique entre Pékin et Washington. Considéré de manière très large, le rapprochement croissant entre les Chinois et les Américains contribue à la mauvaise interprétation russe du conflit afghan.

Cependant, les dirigeants Soviétiques laissent passer les leçons les plus sérieuses qu'ils auraient pu tirer du rapprochement croissant entre les États-Unis et la Chine. Ils n'attribuent pas ce rapprochement à l'assurance soviétique croissante, mais aux ambitions agressives des États-Unis et de la Chine. Cette interprétation milite plus en faveur de politiques soviétiques durcies qu'en politique d'apaisement sur les sujets touchant à la sécurité des États-Unis et de la Chine⁹³. En fait, ceci soutient ceux qui prônent l'intervention militaire comme réponse à un soutien sino-américain de forces réactionnaires..

⁹² Ibid p. 599

⁹³ BENNETT, op cit. p. 168

2.3 L'intervention Soviétique

Les succès précédents en matière d'intervention, en Ukraine (1945-1951), Allemagne de l'Est (1953), Hongrie (1956) et Tchécoslovaquie (1968) ainsi que la pression militaire intermittente soviétique sur la Pologne sont la preuve que la puissance militaire absolue de l'Etat soviétique est un outil imparable pour le pouvoir politique soviétique⁹⁴. De manière plus particulière, les dirigeants soviétiques retiennent les leçons de leurs interventions militaires apparemment réussies dans les années 1970 au Vietnam, en Angola, en Ethiopie, ce qui les rend plus interventionnistes, et plus prompts à utiliser la force militaire pour créer, renforcer ou préserver les gouvernements pro-soviétiques. Ces leçons renforcent également la croyance que les pays capitalistes causent des conflits régionaux par la faute de leur « impérialisme », rendent optimistes les Soviétiques quant à la maturité des pays sous-développés pour accéder au socialisme et laissent présager des gains soviétiques grâce à une montée en puissance dans le monde industriel⁹⁵. D'autres dirigeants soviétiques, dont le directeur de l'IMEMO Nikolai Inozemtsev, font ressortir clairement que, même lorsque des facteurs locaux tels que « différences nationales, tribales, religieuses, ou autres » contribuent aux conflits régionaux, l'« impérialisme et sa politique néocolonialiste » sont la source fondamentale de tels conflits.⁹⁶ En dépit de leurs tendances impérialistes, les Soviétiques croient que les puissances occidentales reconnaissent la force croissante du socialisme dans le monde et sont disposés à « accepter » une action militaire soviétique forte en faveur de révolutions nationalistes.

D'une manière globale, les croyances énoncées de la direction soviétique, qui commencent en 1973, suivent cette ligne de pensée interventionniste. Les militaires soviétiques et les fonctionnaires civils continuent presque tous à attribuer à des forces externes les conflits régionaux, habituellement attribués aux USA, à l'Afrique du Sud, et à la Chine. Nombre de consensus ne sont remis en cause : l'origine locale des conflits, le fait que les révolutions ou les contre-révolutions doivent être exportées, la croyance que les conflits régionaux sont des tentatives impérialistes de renverser le processus historique inévitable de « libération nationale ». Dans le prolongement de ces arguments, les dirigeants soviétiques continuent à repousser toute suggestion que leur aide aux mouvements de la libération nationale pourrait être considérée comme l'exportation de révolution.⁹⁷

En résumé, les Soviétiques se sentent obligés de soutenir leur cause idéologique, d'encourager les mouvements de la libération nationale et d'empêcher la perte d'états amis

⁹⁴ NAWROZ M, and GRAU L, op cit. p. 1-2

⁹⁵ BENNETT, op cit. p. 4

⁹⁶ Ibid p. 131

⁹⁷ Ibid p. 174

dans la famille socialiste. De plus, les dirigeants soviétiques déploient des arguments forts en faveur d'un soutien soviétique aux mouvements de la libération nationaux qui soit séparé des relations américano-soviétiques, et quelques-uns estiment même que la détente pourrait contribuer au succès des mouvements de libération nationaux. La plupart maintiennent que le risque de guerre nucléaire a chuté, du fait de l'augmentation constante des forces militaires des pays socialistes, et seulement quelques-uns notent que ces conflits régionaux pourraient aboutir à une escalade et à une guerre nucléaire.⁹⁸

L'intervention Soviéto-cubaine en Angola et ses conséquences est une source riche de leçons sur les origines de conflits régionaux, la probabilité d'effet domino, le lien entre intervention militaire soviétique et relations des USA-URSS, et la viabilité des partis d'avant-garde marxiste-léniniste (MLVPs). Les leçons retenues sur l'Angola par les dirigeants soviétiques indiquent que l'école de pensée interventionniste devient plus forte. Comme l'affirme Georgi Arbatov "Après l'Angola, nous (les Soviétiques) avons sombré dans la politique d'intervention et d'expansion que nous avons combattu avec tant d'assurance. elle nous a mené en Ethiopie, au Yémen, dans une série de pays africains, et, finalement en Afghanistan."⁹⁹ Cependant, si le camp socialiste a connu beaucoup de victoires pendant les années 1960 et 70, ils avaient aussi subi plusieurs contretemps politiques majeurs, qui a profondément a changé leur vue des mouvements nationalistes et le besoin d'utiliser la force militaire au lieu de la force politique.

La perte des rapports de clientèle avec l'Egypte et la Somalie rend les dirigeants Soviétiques plus pessimistes sur le nationalisme et la malléabilité de gouvernements clients, mais aussi les renforce dans l'idée d'utiliser la force pour assurer la loyauté et la stabilité de leurs alliés¹⁰⁰. Le processus de décision soviétique sur l'Afghanistan traduit cette inquiétude renouvelée sur la loyauté des gouvernements clients, dans la peur que le Président afghan Hafizullah Amin ferait comme Anwar Sadat avait fait avant lui et se détourne des Soviétiques pour rechercher un soutien occidental. Les Soviétiques auraient préféré travailler à travers un régime local plus flexible plutôt qu'envahir l'Afghanistan, mais le comportement d'Amin, le refus de Moscou de risquer la chute interne d'un régime communiste, et la présence d'une forte école de pensée interventionniste à Moscou a forcé leur main.

⁹⁸ Ibid p. 146

⁹⁹ Ibid p. 167

¹⁰⁰ Ibid

2.4 Conclusion

L'usage de l'analyse marxiste-léniniste classique au sujet de l'Afghanistan a entraîné les Soviétiques à sous-estimer la vraie nature et la profondeur de la situation interne du pays et le rôle des forces externes dans le développement de la rébellion afghane. Ces erreurs de calcul, ainsi que d'autres, dérivent de cet usage de l'analyse classique de lutte des classes marxiste-léniniste, et amène les Soviétiques à conclure faussement que des forces « contre-révolutionnaire » à l'intérieur et à l'extérieur du pays tentaient de “voler” l'Afghanistan à la sphère d'influence soviétique et à le placer à l'intérieur d'une orbite occidentale¹⁰¹.

Les Soviétiques, de plus en plus, ont vu la situation en Afghanistan comme une débâcle politique interne qui était absorbée rapidement dans le conflit Est-Ouest plus large. Les Soviétiques ont reconnu les origines locales sociales et politiques de la rébellion et les différends entre les partis mais ont échoué à comprendre la complexité et profondeur du fossé socio-politique qui a causé ce désaccord. Leur incapacité à contrôler complètement politiquement le PDPA les a forcé à réagir militairement à une menace réelle de sécurité sur leur frontière du sud. Cependant, la politique d'affrontement du gouvernement afghan crée cette menace réelle. Comme cela apparaît aujourd'hui clairement, la réaction des gens des campagnes et des Musulmans dévots, associée à l'inefficacité de la bureaucratie locale, a déclenché une révolte rurale spontanée et anarchique, unie sous la bannière idéologique de l'Islam¹⁰². L'erreur de calcul des dirigeants Soviétiques sur l'importance de l'Islam dans la société afghane n'a d'égale que leur absence de sensibilité à la culture afghane en général. Ce manque d'attention à la culture afghane bascule la politique soviétique dans l'action militaire et ne sert qu'à fortifier la rébellion afghane et à augmenter le soutien international à leur cause. La présence d'une force du rebelle locale unie sous la bannière d'Islam était un “outil” irrésistible pour ceux qui cherchaient à raccourcir l'activité soviétique dans le monde. Les succès de l'interventionnisme soviétique pendant les années 1960 et 70 ont essentiellement servi de liant pour unir une coalition de pays contre l'URSS. La création de cette « contreforce » assez lâche, menée par les Américains, associée à la propension soviétique aux interventions militaires sont les thèmes majeurs utilisés dans le processus de décision russe.

Alors que les Soviétiques réfléchissent à leur réponse à la situation afghane, Les inquiétudes touchant aux divisions internes du PDPA, la probabilité d'une réponse forte de l'opposition afghane, laissent penser que la force pourrait résoudre les problèmes internes de

¹⁰¹ Britannica.com International relations: op. cit.

¹⁰² HAUNER M, op. cit. p. 46

l'Afghanistan à court terme¹⁰³. Par erreur, les Soviétiques se sont sentis peu retenus par la détente dans la fin des années 1970. Dans la vision russe, les relations Russo-Américaines étaient basses, et devenaient plus mauvaises encore. Ainsi, les Soviétiques ont vu l'Afghanistan comme un nouveau champ de bataille potentiel dans le conflit Est-Ouest.

Les débats soviétiques sur l'usage de la force militaire en Afghanistan pour sécuriser de manière offensive un régime "allié" sur leur frontière sud étaient un développement naturel de leur vision politique des événements mondiaux et de la mentalité de leur leaders militaire du moment. cependant, ce mouvement militaire était clairement offensif dans sa nature, en ce que les Soviétiques ont cherché à consolider leur frontière sud en établissant une barrière défensive en Afghanistan par des moyens militaires. Dans la mentalité soviétique, ce mouvement était une intervention géostratégique défensive contre des éléments radicaux réels en Afghanistan et des forces externes cachées qui menaçaient leur sphère d'influence.

¹⁰³ BENNETT, op. cit. p. 169

Bibliographie:

Bennett, Andrew *Condemned to Repetition? The Rise, Fall and Reprise of Soviet-Russian Military Intervention, 1973-1996*, MIT Press, USA 1999

Hauner, Milan *The Soviet War in Afghanistan: Patterns of Russian Imperialism*, Univ Press of USA, 1991

Hauner, Milan *Soviet Eurasian Empire and the Indo-Persian Corridor*, pp. 25-35

Barnet, Richard J., *Real Security: Restoring American Power in a Dangerous Decade*, Touchtone Book, USA 1981

Aymeric, Chauprad, *Introduction a l'analyse geopolitique*, CID, Ellipses 1999

Edited by Grau, Lester W. *The Bear Went Over the Mountain: Soviet Combat Tactics in Afghanistan*, National Defense Univ Press, USA second printing 1996

Roy, Olivier *The Lessons of the Soviet/Afghan War Adelphi Paper 259*, pp. 3-77, The International Institute for Strategic Studies, 1991

Mcintosh, Scott E. *Leading with the Chin: Using Svechin to Analyze the Soviet Incursion into Afghanistan, 1979-1989*, *The Journal of Slavic Military Studies*, Vol.8, No.2 (June 1995), pp. 414-431, Frank Cass, London

Wicker, Tom *One of Us: Richard Nixon and the American Dream*, Random House, New York, USA, 1991

Arabatov, Georgii *The War of Ideas In Contemporary International Relations* Moscow, Progress Publishers (1973)

Griffith, William *The Sino-Soviet Rift*, Cambridge, MA: The MIT Press (1964)

Halle, Louis J. *The Cold War as History*, New York, NY Batnam Row Publishers (1971)

Nogee, Joseph L. *Soviet Foreign Policy Since World War II*, Pergamon Press (1981)

Rubinstein, Alvin Z., *Soviet Foreign Policy Since World War II: Imperial and Global*, Cambridge, MA Winthrop Publishers (1981)

Salisbury, Harrison E. *War Between Russia and China*, New York, Batnam Books (1970)

Simmons, Robert R. *The Strained Alliance: Peking, Moscow and the Politics of the Korean War*, New York, NY New York Free Press (1975)

Warth, Robert D. *Soviet Russia in World Politics*, New York NY, Twayne Publishers (1973)

Westard, Oddarne *Brothers in Arms: The Rise and Fall of the Sino-Soviet Alliance 1945-1963*, Stanford University Press, (1991)

Encyclopedia Britannica, britannica.com:

<http://www.britannica.com/bcom/ed/article/printable/9/0,5722,108379,00.html>, November 2000

Ted Galen Carpenter, *U.S. Aid to Anti-Communist Rebels : The « Reagan Doctrine » and its Pitfalls*, Policy Analysis No. 74 (June 1986) <http://www.cato.org/pubs/pas/pa074.html>

General (Ret) Mohammad Yahya Nawroz, *Army of Afghanistan and Mr Lester W. Grau, The Soviet War in Afghanistan: History and Harbinger of Future War*, Foreign Military Studies Office, 1995, Fort Leavenworth, KS

<http://call.army.mil/call/fms/fmsopubs/issues/waraf.htm>

Transcript of CPSU CC Politburo Discussion on Afghanistan, 17-19 March 1979,

<http://afghan-politics.org>

Political letter from USSR Ambassador to Afghanistan A. Puzanov to Soviet Foreign Ministry, "About the Domestic Political Situation in the DRA" 31 May 1978 (notes)

<http://afghan-politics.org>

Personnel memorandum, Andropov to Brezhnev, n.d. [early December 1979]

<http://afghan-politics.org>

Information from CC CPSU to GDR leader Erich Honecker, 13 October 1978

<http://afghan-politics.org>

Record of Conversation, Soviet Ambassador A.M. Puzanov and Taraki, 18 June 1978

<http://afghan-politics.org>

Looksmart fast facts: Union of Soviet Socialist Republic: The Brezhnev Era

<http://infoplease.looksmart.com>